

A cause de la destruction de son économie et de son réseau de communications, le Mozambique figure au tout premier rang de l'Indice international de la souffrance humaine, qui recense la souffrance humaine dans plus de 100 pays. Le Mozambique a une cote de 95 sur une échelle possible de souffrance humaine de 100.

Les chiffres publiés par l'UNICEF en janvier dernier ont révélé la réalité étonnante au Mozambique. La famine qui a ravagé ce pays en 1983-1984 a entraîné la mort d'au moins 100 000 personnes. Mis à part les intempéries et la politique agricole, le facteur qui a contribué le plus à la famine a été la perturbation de la vie rurale et de la production alimentaire dans le sud du Mozambique due aux rebelles à la solde de l'Afrique du Sud. Les statistiques de 1986 indiquent qu'environ 140 000 enfants sont morts au Mozambique et en Angola des suites de la guerre et de la déstabilisation. Étant donné la situation tragique du Mozambique, il est clair que les habitants de ce pays ont besoin de recevoir plus que de l'aide alimentaire d'urgence et de quelque 24 millions de dollars en provenance de l'ACDI.

Dans sa lettre de réponse à ma question du 21 août, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a fait aucune proposition à long terme visant à aider le Mozambique à reconstruire son économie. Ottawa a fourni une aide d'urgence, mais toute aide humanitaire qui ne s'attaque pas à la racine du mal est vaine. Les sommes fournies au Mozambique sont minimes en comparaison de celles accordées aux autres États de la ligne de front. J'imagine que c'est en raison de la tendance marxiste du gouvernement au pouvoir au Mozambique. En dépit de l'orientation politique de ce gouvernement, les hommes, les femmes et les enfants de ce pays souffrent entre les mains des rebelles à la solde de l'Afrique du Sud.

• (1845)

Le Mozambique a désespérément besoin d'aide pour reconstruire son économie en défendant ses frontières. Ce pays est acculé à la pauvreté. Ses difficultés proviennent en partie du fait qu'il consacre 42 p. 100 de son budget à sa défense pour empêcher les rebelles soutenus par l'Afrique du Sud de détruire ses voies de communication.

J'ai très souvent demandé au ministre d'aider le Mozambique d'une façon dont son peuple bénéficiera économiquement. Ça ne sert à rien de donner un peu d'argent pour reconstruire alors que les rebelles ne cessent de détruire. Le ministre dit qu'il tient à hâter la disparition de l'apartheid, mais il n'a encore fait aucune proposition ferme pour y arriver. Le haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne a déclaré que le gouvernement du Canada pourrait fournir une aide militaire autre que des armes comme des jeeps et des bottes, mais cela permettra tout au plus aux Mozambicains de mourir chaussés.

Le secrétaire général du Commonwealth, M. Ramphal, a déclaré aussi que le Commonwealth et le Canada devront faire un effort plus sérieux pour répondre aux besoins des États de la ligne de front.

Le Mozambique a besoin de stabilité économique et de sécurité à ses frontières. J'ai proposé que le ministre obtienne

L'ajournement

l'appui du Commonwealth pour envoyer des forces de maintien de la paix du Commonwealth ou des Nations unies au Mozambique pour interdire d'autres raids et pour empêcher les armes et le ravitaillement provenant de l'Afrique du Sud d'atteindre les bandes mobiles de terroristes qui opèrent au Mozambique.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a soumis aucune réponse ou proposition concrète à la Chambre concernant le rôle que le Canada pourrait jouer pour aider le Mozambique. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures va-t-il informer la Chambre des mesures que le gouvernement entend prendre pour faire échouer les plans de l'Afrique du Sud, qui veut déstabiliser les pays de la ligne de front, et expliquer comment ces mesures aideront le Mozambique à renforcer son économie et sa stabilité interne?

M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration) : Monsieur le Président, le gouvernement du Canada est conscient de la gravité de la situation au Mozambique. La ministre des Relations extérieures (M^{me} Landry) s'est rendu à Maputo l'an dernier, lors du décès tragique du président Samora Machel. Le député de Waterloo (M. McLean) et une mission canadienne d'information ont fait rapport au gouvernement des domaines où l'aide du Canada serait particulièrement utile au Mozambique. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) s'est lui aussi rendu dans ce pays. C'est dire que nous suivons la situation de près et que nous avons tenté de répondre aux besoins de ce pays avec générosité.

Cette année, l'ACDI dépensera environ 33 millions de dollars au Mozambique, dont 15 millions de dollars d'aide alimentaire, 1 million de dollars à l'Organisme de secours d'urgence des Nations Unies, 450 000 \$ au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour son travail avec les réfugiés; l'aide à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe pour le rétablissement du chemin de fer de Nacala; l'aide aux projets des organisations non-gouvernementales et un programme bilatéral de développement rural administré par le SUCO.

Le Mozambique souffre de la sécheresse qui est grandement aggravée par les dissensions intestines. La prospérité du Mozambique est cruciale pour ses voisins pour qui l'accès à l'océan Indien par le Mozambique est d'un intérêt vital. Nous le savons et c'est pourquoi ce pays est actuellement l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide canadienne au Sahel.

L'ÉNERGIE—LE PRIX DU GAZ NATUREL AU MANITOBA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord) : Monsieur le Président, le 16 septembre j'ai posé une question au premier ministre (M. Mulroney) à propos des écarts de prix du gaz naturel vendu au Canada par les provinces productrices, en particulier l'Alberta. J'ai soulevé ce point étant donné les promesses faites par le premier ministre pendant la campagne électorale de 1984, particulièrement à Prince-Albert, où il s'est engagé à ce que le gaz canadien vendu dans notre pays ne coûte jamais plus cher aux Canadiens qu'aux Américains.